

Les DOM et la Corse, champions de l'emploi public en France

FONCTIONNAIRES

SUIVRE CE SUJET



Matteo Colombo / Getty images



Sauvegarder



Partager



Partager



Partager



Partager

Avec plus de 80 agents de la fonction publique pour 1.000 habitants, ces régions abritent le plus fort taux d'administration, détaille dans une note l'ancien magistrat de la Cour des comptes, François Ecalle.

LES + LUS : ECONOMIE ET POLITIQUE

1 Elle touche le jackpot au casino, la Caf lui réclame de rembourser le RSA

2 Il arnaque Amazon pendant 5 ans et gagne plus de 1,5 million de dollars

3 Indemnité inflation : certaines personnes pourraient la toucher plusieurs fois

4 Bénéficiaires, calendrier... tous les détails de l'indemnité inflation

5 Un couple perd son ticket de loterie, mais se dit ravi "de ne pas avoir gagné"

VOIR LES + LUS

Avec plus de 80 agents de la fonction publique pour 1.000 habitants, ces régions abritent le plus fort taux d'administration, détaille dans une note l'ancien magistrat de la Cour des comptes, François Ecalle.

Écrit par [Jean-Victor Semeraro](#)
Publié le 04/11/2021 à 14h55

Les DOM, l'Île-de-France et la Corse sont les régions qui comptent le plus d'agents publics - les trois fonctions publiques confondues (État, locale et hospitalière) - par rapport à leur nombre d'habitants, souligne l'ancien rapporteur général de la Cour des comptes, François Ecalle, dans une note publiée le 3 novembre, sur le site internet Fipeco*. Dans le détail, le nombre d'agents en Outre-mer est, de loin, le plus important en France, avec en moyenne, presque 90 fonctionnaires pour 1.000 habitants. Et c'est la Martinique qui, avec plus de 100 agents pour 1.000 habitants, arrive en tête devant les autres DOM. Vient ensuite la Guadeloupe qui compte environ 95 agents. Ce duo est complété par la Guyane et la Réunion qui enregistrent environ 85 agents toutes les deux. Des chiffres d'emploi public qui sont bien supérieurs à la moyenne nationale, laquelle atteint 73,4 agents pour 1.000 habitants en 2019.

En dehors des taux records enregistrés dans les DOM, l'Île-de-France et la Corse se démarquent avec respectivement, 82 et 81 agents pour 1.000 habitants. D'après l'ancien magistrat, le chiffre de la région parisienne se justifie par "la forte concentration des services centraux de l'État (ministères, sièges des administrations, etc., *ndlr*)". En Corse, la raison d'un tel taux d'administration semble avoir "des raisons moins évidentes", glisse François Ecalle sans s'étendre.

Derrière ces deux régions, le territoire national semble, en apparence, pourvu d'un nombre homogène d'agents publics. Autour de 70 pour 1.000 habitants donc. Une homogénéité toute relative, car il existe, rappelle François Ecalle, "un écart de 15% entre la région la plus pourvue en agents publics, Provence-Alpes-Côte d'Azur (74,6 agents pour 1.000 habitants) et la région la moins

1tDpBsYDEXdV9GVupZ3kDRgl225C3WB5l... La-Loire (64,6 habitante)"

pas avoir gagné"

[VOIR LES + LUS](#)



HSBC, récompensée pour la qualité de son accompagnement dans la réalisation de vos projets*.

LES TROPHÉES DE LA BANQUE 2020



SATISFACTION CONSEILLER PROJET

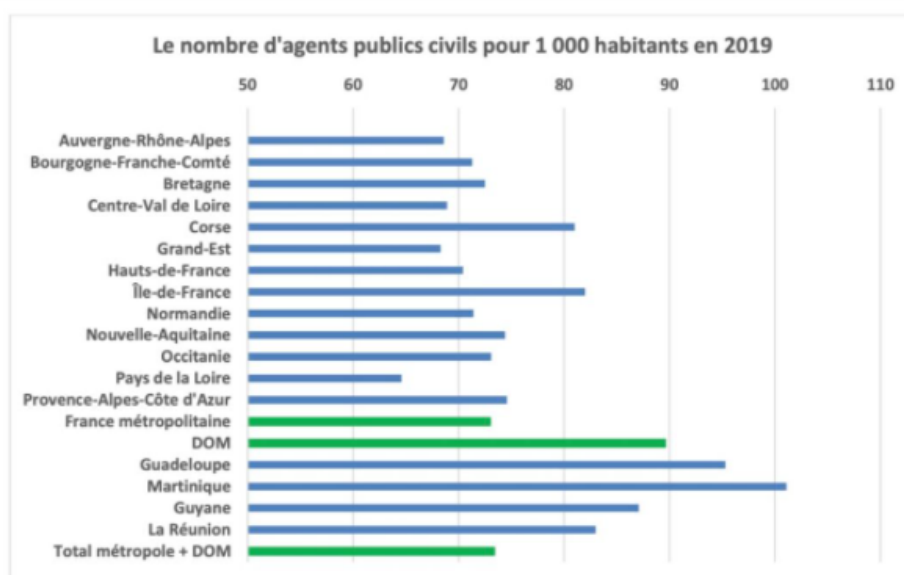
[Je prends rendez-vous >](#)



*Conditions légales



[Démarez en quelques](#)



Source : rapport de 2021 sur l'état de la fonction publique ; FIPECO.

Rapport de 2021 sur l'état de la fonction publique ; FIPECO

Une situation très hétérogène dans les départements

C'est véritablement à l'échelle départementale que l'on se rend compte de l'hétérogénéité des situations, parfois masquée par la taille des régions. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que "hors DOM, Paris et Corse, l'éventail des taux d'administration va de 46,5 agents pour 1.000 habitants dans l'Ain à 93,9 dans la Haute-Vienne, soit un rapport de deux à un", appuie l'ancien magistrat de la rue Cambon. Cette statistique est révélatrice car elle souligne également, selon le spécialiste, que contrairement à ce qui est parfois affirmé, "les départements ruraux ne sont pas systématiquement défavorisés ; ils apparaissent notamment mieux pourvus en emplois publics hospitaliers que ceux de la région parisienne".